

A l'attention de M. Alain CHOPIN  
Commissaire enquêteur  
Hôtel de ville de La Ciotat  
Service urbanisme

Marseille, le 14 janvier 2020

## REPONSE DE FNE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR ET FNE BOUCHES DU RHONE PORTANT SUR LE PROJET D'EXTENSION DE LA CIOTAT SHIPYARD

Création d'une plateforme de réparation navale pour méga-yachts sur les chantiers navals de La Ciotat

Nous notons tout d'abord des difficultés pour accéder facilement au dossier d'enquête publique qui n'est pas inséré directement dans le lien sur le site internet de la ville de la Ciotat ce qui ne facilite pas la diffusion des pièces.

Le projet soumis à enquête publique consiste en la création d'une plateforme de réparation pour méga-yachts allant jusqu'à 4000 tonnes et la création d'un village d'entreprises. Ils s'inscrivent au niveau des chantiers navals de La Ciotat en complément de l'activité existante de réparation de yachts allant jusqu'à 2000 tonnes.

La réalisation d'un tel projet ne sert que des **intérêts privés minoritaires**, ceux de l'industrie de luxe, au détriment de la préservation d'un site exceptionnel et des espèces qu'il abrite. C'est inacceptable que des fonds publics soient alloués à cette extension dans le contexte d'urgence climatique et d'effondrement de la biodiversité que nous connaissons.

La justification du projet ne s'appuie que sur des arguments économiques, qui sont eux-mêmes insuffisamment étayés. La perspective de création d'emplois par exemple, ne se fonde sur aucun bilan quant à la dynamique du marché du travail actuel pour ce qui concerne ce secteur.

Nous considérons d'ailleurs que les solutions alternatives n'ont pas été sérieusement envisagées par la société qui n'est guidée que par des considérations d'ordre économique et non par la préservation de l'environnement. Nous rejoignons en cela l'avis du Conseil scientifique du Parc National des Calanques qui souligne que « *L'activité développée par le projet concerne la réparation et la maintenance de navires de plaisance de fort tonnage (mega-yachts). **Le développement de l'usage de ces navires, fortement consommateurs en énergie carbonée et à destination d'un usage exclusivement privatif ne peut être considéré comme cohérent avec les objectifs de transition écologique promus aux niveaux***

**internationale et nationale** ». Pour rappel, le Conseil scientifique a rendu un avis défavorable à l'unanimité sur ce projet.

S'il y avait réellement un besoin pour l'entretien et la réparation de ces yachts, la possibilité d'installer le chantier dans le grand port maritime de Marseille aurait pu être étudiée. Ce site présente en effet, le double avantage de **déjà disposer d'installations de réparations navales**, et de ne pas se situer à proximité d'un parc national ou de sites Natura 2000 ni en plein centre-ville.

L'avis de la MRAe a permis de mettre en avant les **nombreuses lacunes de l'étude d'impact environnemental** face à la sensibilité du secteur. Malgré l'effort de réponse fourni par le pétitionnaire, les impacts générés par un tel projet restent conséquents alors qu'il s'agit d'un espace sensible et d'un projet.

Les **rejets en mer** causés par cette activité polluante augmentent les risques de pollution du milieu marin. L'efficacité des dispositifs futurs de traitement des eaux pluviales par exemple, ne permettent pas d'éliminer complètement les polluants issus du décapage des navires.

Nous nous inquiétons par ailleurs de la **gestion et du traitement des déchets** que ce soit en phase travaux ou lors de l'exploitation future. Quelles sont les garanties en termes de traçabilité de ces déchets ? Des mesures de contrôle strictes sont-elles prévues ? Les capacités de traitement des entreprises et lieux de traitement alentours seront-elles suffisantes ?

Les impacts sur l'environnement (espèces protégées et sites Natura 2000) ne peuvent qu'augmenter durant les phases de chantier et d'exploitation de cette nouvelle plateforme de réparation. Quand on connaît les dysfonctionnements actuels en matière de **préservation des herbiers de posidonie** dans ce secteur, on doute que l'arrivée de navires encore plus grands améliore la situation. Les travaux entrepris lors de la phase chantier (28 mois) engendreront une pression très importante sur les milieux et les espèces présentes sur ce site exceptionnel, notamment les cétacés. Nous craignons notamment que des matériaux polluants et métaux lourds soient remis en suspension lors des travaux de dragage envisagés. Cette question a également été mise en lumière par le Conseil scientifique du Parc National des Calanques.

Ce projet impliquera de plus une **augmentation du trafic routier**, que ce soit en phase de travaux (gestion des matériaux, des déchets, etc.) ou en phase d'exploitation. En effet, il est important de souligner que les axes routiers permettant d'accéder aux chantiers navals de La Ciotat sont peu nombreux et impliquent de passer en centre-ville. Cela signifie une **augmentation des nuisances sonores et de la pollution de l'air** causées par la circulation routière.

Le fonctionnement du chantier de réparation navale projeté sera également générateur d'une augmentation de la pollution de l'air, du fait du fonctionnement des moteurs des méga-yachts lors des périodes de stationnement, d'essais des moteurs et de circulation.

L'affirmation selon laquelle les nuisances seront réduites du fait du raccordement des navires aux branchements électriques à quai ne peut valablement être retenue :

- Pour que cela fonctionne, cela suppose que les navires en chantier soient équipés pour se raccorder aux branchements électriques au sol ;
- Dans l'hypothèse où les navires sont effectivement équipés pour le branchement, il faudra dimensionner les installations électriques du chantier pour l'alimentation des navires en chantier,

qui sont comme exposé ci-dessus très gourmands en énergie, y compris en stationnement (notamment pour la climatisation) :

- Les navires en attente de réparation à l'extérieur du chantier ne pourront bénéficier de ces branchements et continueront à polluer (moteurs de propulsion et pour la production d'énergie à bord).

L'ARS considère d'ailleurs que **l'impact sanitaire de l'extension** de cette plateforme n'a pas été suffisamment étudié.

Pour les différentes raisons exposées précédemment, FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur et FNE Bouches du Rhône émettent un **avis défavorable** au projet soumis à enquête publique.